Conseil d'E... Raad van State
LEGISLATIVE ... WETGEVING
- 9 IX 1957
Coordination (1)

IR. L.5839/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 10 juillet 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 février 1951, relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des officiers des cadres actifs du service de santé et au statut de l'Ecole royale du service de santé", a donné le 8 août 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 10e juli 1957 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 februari 1951, betreffende de werving, de vorming en de bevordering van de officieren van de actieve kaders van de Gezondheidsdienst en betreffende het statuut der Koninklijke School van de Gezondheidsdienst", heeft de 8e augustus 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de modifier l'arrêté royal du 20 février 1951 relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des officiers des cadres actifs du service de santé et au statut de l'école royale du service de santé.

\+

\+ +

L'article 25 de l'arrêté royal du 20 février 1951 dispose qu'à leur entrée en quatrième année, les élèves médecins réunissant l'ensemble des conditions exigées des candidats officiers et porteurs du certificat de la première épreuve pour le grade académique de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, peuvent être nommés "sous-lieutenants élèves médecins" pour autant qu'ils aient satisfait à l'examen prévu à l'article 37.

L'examen prévu à l'article 37 porte sur la connaissance effective de la seconde langue.

En supprimant le membre de phrase "pour autant qu'ils aient satisfait à l'examen prévu à l'article 37", l'article 1er du projet tend à mettre l'article 25 en concordance avec la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 30 juillet 1955.

En effet, selon l'article 4 de cette loi, l'épreuve sur la connaissance effective de la seconde langue fait désormais partie de l'épreuve d'aptitude pour la nomination au grade de sous-lieutenant du service de santé.

\+

\+ +

Le nouvel article 36, prévu par l'article 3 du projet, dispose en son dernier alinéa que "les candidats ne peuvent se présenter que deux fois à l'épreuve d'aptitude". Cette disposition ne déroge, et ne saurait d'ailleurs déroger, à l'article 4 bis de la loi concernant l'usage des langues à l'armée. L'épreuve linguistique, bien que comprise dans l'épreuve d'aptitude, ne cesse pas d'être régie par l'article 4bis.

Il suit de là qu'un candidat pourra présenter l'épreuve linguistique au maximum quatre fois, ainsi qu'il résulte de l'exemple ci-après.

Un candidat réussit l'épreuve professionnelle, mais échoue à l'épreuve linguistique. Il pourra représenter cette dernière. S'il échoue à nouveau, il doit représenter toute l'épreuve d'aptitude, c'est-à-dire la partie professionnelle et l'épreuve linguistique (article 4bis de la loi de 1938, modifiée par celle du 30 juillet 1955).

Si le candidat réussit la partie professionnelle mais échoue à nouveau à l'épreuve linguistique, il pourra représenter cette dernière une fois encore. S'il échoue, son échec sera définitif. En effet, il ne pourra plus se présenter une troisième fois à l'épreuve d'aptitude.

.../...

Pour mieux faire apparaître que l'épreuve linguistique est régie par des règles indépendantes, il conviendrait de rédiger l'alinéa 3 du nouvel article 36 comme suit :

"Sans préjudice de l'application de la loi concernant l'usage des langues à l'armée, les candidats ne peuvent se présenter que deux fois à l'épreuve d'aptitude".

\+

\+ + +

Selon l'article 1er de l'arrêté royal du 20 février 1951, les officiers médecins et pharmaciens se recrutent en premier lieu parmi les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements ou de pharmacien, qui ont terminé leurs études universitaires alors qu'ils étaient élèves de l'école du service de santé.

Pour ces candidats, l'épreuve d'aptitude pour l'accession au grade de sous-lieutenant médecin ou de sous-lieutenant pharmacien présente le caractère d'un examen. Les candidats ayant satisfait d'emblée à la partie professionnelle et à l'épreuve linguistique, peuvent être nommés immédiatement. Les candidats ayant échoué à l'épreuve linguistique, peuvent représenter celle-ci et sont nommés ensuite s'ils la réussissent, sans toutefois pouvoir prétendre à un rappel d'ancienneté (article 4bis, loi du 30 juillet 1938 modifiée par la loi du 30 juillet 1955).

.../...

En cas d'insuffisance numérique des candidats issus de l'école du service de santé, il peut être fait appel à des "militaires en activité de service, en congé illimité ou en congé sans solde, porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements ou de pharmacien, et ayant suivi avec succès le cycle de formation de candidat sous-lieutenant médecin de réserve ou de candidat sous-lieutenant pharmacien de réserve" (article 1er, 2°, arrêté royal du 20 février 1951).

L'article 32 bis, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 20 février 1951, tel qu'il fut modifié par l'arrêté royal du 15 octobre 1953, dispose :

"Si le nombre de candidats appartenant à un régime linguistique dépasse le nombre de places fixé pour ce régime, l'épreuve prévue par l'article 36 tient lieu de concours destiné à éliminer les candidats en surnombre".

Il résulte des renseignements donnés par les délégués du Gouvernement qu'est éliminé le candidat qui a obtenu dans l'ensemble des branches un nombre de points qui le classe en ordre utile, mais sans recueillir à l'épreuve linguistique le nombre de points requis en vertu de l'article 4bis de la loi concernant l'usage des langues à l'armée.

Cette interprétation ne paraît pas compatible avec l'article 4bis précité, qui autorise le candidat ayant échoué à l'épreuve linguistique à "représenter cette épreuve dans un délai de trois mois au plus tôt et de douze mois au plus tard après la première épreuve".

.../..

Le même article dispose de plus qu'"en cas de réussite à cette seconde épreuve, la cote obtenue ne peut être substituée à celle obtenue à la première, en ce sens que celle-ci intervient seule pour l'établissement de la moyenne générale attribuée au candidat".

Cette disposition implique que le sort du candidat qui a réussi dans l'ensemble, mais qui n'a pas obtenu le nombre de points requis dans l'épreuve linguistique, ne peut être fixé qu'après le second essai. Tant que le résultat de ce second essai n'est pas connu, toute nomination à la place doit être suspendue.

Pour pallier les difficultés auxquelles le respect de ces prescriptions donne lieu, le Gouvernement pourrait organiser d'abord l'épreuve linguistique et faire suivre celle-ci de l'épreuve professionnelle puis d'une seconde épreuve linguistique lorsque des candidats ont échoué à la première. Il conviendrait toutefois d'observer les délais minima et maxima entre les deux épreuves linguistiques (article 4bis de la loi du 30 juillet 1938, modifiée par la loi du 30 juillet 1955).

Het ontwerp strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 februari 1951 betreffende de werving, de vorming en de bevordering van de officieren van de actieve kaders van de gezondheidsdienst en betreffende het statuut der koninklijke school van de gezondheidsdienst.

\+

\+ +

Artikel 25 van het koninklijk besluit van 20 februari 1951 zegt : "Bij het aanvangen van het vierde jaar, kunnen de leerling-geneesheren, die al de voor de candidaat-officieren gestelde voorwaarden vervullen en houder zijn van het getuigschrift betreffende de eerste proef voor de academische graad van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, worden benoemd tot "onderluitenant-leerling-geneesheer", voor zover zij bij het in artikel 37 bepaald examen voldaan hebben".

Het in artikel 37 bepaald examen betreft de wezenlijke kennis van de tweede taal.

Artikel 1 van het ontwerp wil, door schrapping van de zinsnede "in zover zij voor het bij artikel 37 bepaald examen zijn geslaagd", artikel 25 in overeenstemming brengen met de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, zoals zij door de wet van 30 juli 1955 is gewijzigd.

.../...

Volgens artikel 4 van die wet is het examen over de wezenlijke kennis van de tweede taal voortaan een onderdeel van het examen over de bekwaamheid voor benoeming tot de graad van onderluitenant van de gezondheidsdienst.

\+

\+ \+

Het nieuwe artikel 36 dat in artikel 3 van het ontwerp wordt vastgesteld, zegt in het laatste lid : "De kandidaten mogen zich slechts tweemaal aanbieden voor de bekwaamheidsproef". Deze bepaling wijkt niet af, en zou overigens niet mogen afwijken, van artikel 4 bis van de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger. Al is het taalexamen een onderdeel van het bekwaamheidsexamen, toch wordt het verder door artikel 4 bis geregeld.

Daaruit volgt dat een kandidaat het taalexamen ten hoogste viermaal mag afleggen, zoals uit het hiernavolgend voorbeeld blijkt.

Een kandidaat slaagt voor het vakexamen maar wordt bij het taalexamen afgewezen. Hij mag zich opnieuw voor het taalexamen aanmelden. Zo hij opnieuw wordt afgewezen, moet hij het bekwaamheidsexamen, dit wil zeggen het vakexamen en het taalexamen, volledig herbeginnen (artikel 4 bis van de wet van 1938, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955).

.../...

Indien de kandidaat voor het vakexamen slaagt maar opnieuw voor het taalexamen wordt afgewezen, mag hij zich nog eens voor het taalexamen aanmelden. Wordt hij dan afgewezen, dan is zijn afwijzing definitief, want hij zal zich geen derde maal voor het bekwaamheidsexamen meer mogen aanmelden.

Om beter te doen uitkomen dat voor het taalexamen afzonderlijke regelen gelden, ware het derde lid van artikel 36 beter als volgt te lezen :

"Onverminderd de toepassing van de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger, mogen de kandidaten zich slechts twee maal voor het bekwaamheidsexamen aanmelden".

\+

\+ \+

Volgens artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 februari 1951 worden de officieren-geneesheren en -apothekers in de eerste plaats aangeworven onder de houders van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van apotheker, die hun universitaire studiën hebben geëindigd terwijl zij leerling waren aan de school van de gezondheidsdienst.

.../...

Voor deze kandidaten is het bekwaamheids-examen voor benoeming tot onderluitenant-geneesheer of -apotheker een eigenlijk examen. Kandidaten die voor het vakexamen en voor het taalexamen slagen, kunnen onmiddellijk benoemd worden. Kandidaten die bij het taalexamen zijn afgewezen, mogen dit examen opnieuw afleggen en worden,indien zij hiervoor slagen, benoemd zonder dat zij een aanvulling van hun anciënniteit kunnen verkrijgen (artikel 4 bis, wet van 30 juli 1938, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955).

Mochten de kandidaten die uit de school van de gezondheidsdienst komen te weinig in aantal zijn, dan mag een beroep gedaan worden op "militairen in actieve dienst, met onbepaald verlof of met verlof zonder soldij, die houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van apotheker en met goede uitslag de opleidingscyclus voor kandidaat-reserveonderluitenant-geneesheer of voor kandidaat-reserveonderluitenant-apotheker hebben gevolgd" (artikel 1, 2°, koninklijk besluit van 20 februari 1951).

Artikel 32 bis, eerste lid, van het koninklijk besluit van 20 februari 1951, zoals het door het koninklijk besluit van 15 oktober 1953 werd gewijzigd, zegt :

"Wanneer het getal der candidaten van een taalstelsel het voor dit stelsel bepaald aantal plaatsen overschrijdt, geldt de bij artikel 36 voorgeschreven proef als vergelijkend examen dienend om de overtallige candidaten te weren".

.../...

Naar de gemachtigden van de Regering hebben verklaard, wordt de kandidaat "geweerd" die voor de gezamenlijke vakken een voldoend aantal punten heeft behaald om batig gerangschikt te worden maar bij het taalexamen niet het aantal punten heeft bekomen dat vereist is krachtens artikel 4 bis van de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Deze interpretatie lijkt niet verenigbaar te zijn met het bovenvermelde artikel 4bis, luidens hetwelk de kandidaat die voor het taalexamen is afgewezen "ten vroegste drie maanden en ten hoogste twaalf maanden na het eerste examen, dit examen opnieuw mag afleggen".

Ook wordt in hetzelfde artikel gezegd :

" In geval van goede uitslag bij dit tweede examen, mag het behaalde cijfer niet in de plaats van het eerste gesteld worden, zodat alleen het laatstvermelde cijfer in aanmerking komt om het aan de candidaat toegekende algemeen gemiddeld cijfer te bepalen".

Die bepaling betekent dat het lot van de kandidaat die voor het geheel is geslaagd, maar bij het taalexamen niet het vereiste aantal punten heeft behaald eerst duidelijk zal worden nadat hij opnieuw het taalexamen heeft afgelegd. Zolang de uitslag hiervan niet gekend is, moet de benoeming in die plaats worden opgeschort.

.../...

Om de moeilijkheden te ondervangen waartoe de inachtneming van deze voorschriften kan leiden, zou de Regering eerst het taalexamen kunnen inrichten, daarna het vakexamen en ten slotte een tweede taalexamen, indien kandidaten bij het eerste examen zijn afgewezen. Hierbij behoren echter de minimum- en maximumtermijnen tussen beide taalexamens in acht genomen te worden (artikel 4 bis van de wet van 30 juli 1938, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955).

La chambre était composée de

Messieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,

P.ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

M.JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.
Le rapport a été présenté par M.W.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.
Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M.JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.